

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-04 DU 28 JUIN 2021

L'An deux mille vingt et un, le 28 juin,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 22 juin, conformément aux articles L 2121-7,
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle
Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 29
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 3
Nombre de Conseillers Municipaux excusés : 0
Nombre de Conseillers Municipaux absents : 1

PRESENTS : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, J.C. DURA, M. LORIOT-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, G. GENTHON, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, J.N. SALMON, K. HALLOUL, C. DUMOULIN, B. JAN, L. NASSISI, A.V. MITTENDORFER

ABSENTS REPRESENTES :
L. GRONDIN pouvoir à C. GUETAT
C. DEBRYE pouvoir à A. CROS
A. SAGIROGLU pouvoir à J.N. SALMON

ABSENTS : A. VERJUS

**OBJET : NOUVELLE CONVENTION DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE
(GUSP) 2021-2023**

NOTE DE SYNTHESE

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine a instauré les nouveaux Contrats de Ville auxquels se rattachent les réseaux de Gestion Urbaine et social de proximité jusqu'en 2022. Sur le Nord Isère, le contrat de ville porté par la CAPI regroupe les communes de Villefontaine, l'Isle d'Abeau, Bourgoin Jallieu et Saint Quentin Fallavier.

La GUSP peut être définie comme un réseau inter-partenarial d'entretien du bâti, de gestion des espaces publics/privés, et d'animation sociale aux bénéfices des habitants d'un quartier.

Elle a été initiée à Villefontaine dès 2003 par le service Politique de la Ville. C'était une réponse qualitative des pouvoirs publics et des acteurs institutionnels aux nombreuses doléances d'habitants des Etourneaux sur le quartier des Roches. L'objectif final visé était celui d'une amélioration concrète de leurs conditions de vie quotidienne. En 2010, elle s'est étendue au quartier Saint-Bonnet avec la signature de la convention de rénovation urbaine

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-04 DU 28 JUIN 2021

qui impose la mise en œuvre d'un dispositif de GUSP. Enfin, elle s'est élargie aux quartiers de Servenoble en 2015 et des Fougères en 2017.

La convention propose des plans d'actions généraux sur 5 thématiques principales: les domanialités, la gestion des encombrants, la propreté et les espaces extérieurs, l'implication des habitants et la gestion de la taxe foncière sur le patrimoine bâti.

Les participants à ce dispositif sont :

- Les élus (Maire, Adjointes et conseillers municipaux)
- Le cabinet du Maire
- Les représentants d'habitants (Conseil citoyen, Comités consultatifs des usagers, copropriétés)
- Tous les Bailleurs sociaux (SDH, IRA3F, OPAC38, Pluralis, Semcoda, Dynacité, Alliade)
- L'Etat (représenté par le Délégué du Préfet pour la Politique de la Ville)
- La communauté d'agglomération Porte de l'Isère(CAPI)
- Le SMND (Le syndicat Mixte Nord Dauphiné)
- Les services municipaux en fonction des thématiques en lien avec le cadre de vie et la cohésion sociale.

Le partenariat institutionnel mobilisé sur les quatre quartiers aux côtés des services municipaux apporte une plus-value réelle dans le traitement des dysfonctionnements, l'amélioration de la qualité de vie et du cadre de vie dans ces quartiers, réaffirmée dans le Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproque.

Depuis 2010, l'engagement des institutions au sein de ce dispositif est formalisé par la signature d'une convention. Cette contractualisation permet de s'assurer que les partenaires GUSP investiront leurs ressources humaines et financières respectives dans la mise en œuvre des actions recommandées par le réseau. Le dernier avenant à la 1ère convention GUSP, signé en 2016 a expiré fin 2019. Les nouvelles organisations de travail imposées par la crise sanitaire, n'ont pas permis de la renouveler comme prévu en 2020.

La nécessité d'une nouvelle contractualisation entre partenaires de la GUSP à Villefontaine a été mise à l'ordre du jour d'une réunion technique GUSP début 2021, et validée par tous. Le service politique de la ville a été chargé de travailler à la rédaction d'une proposition de convention pour relecture et correction par tous les acteurs.

Une nouvelle convention GUSP est proposée pour la période 2021 à 2023.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-04-04 DU 28 JUIN 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine,

Vu la délibération N° 15-06-30-227 du Conseil Communautaire de la CAPI en date du 30 juin 2015 approuvant le Contrat de Ville sur la période 2015-2020,

Vu la délibération N° 16/04/2015 du Conseil Municipal du 06 juillet 2015 approuvant les orientations du nouveau Contrat de Ville 2015-2020,

Vu la délibération N°29/04/2019 du Conseil Municipal du 07 octobre 2019 approuvant le protocole d'engagements renforcés et réciproques prolongeant le Contrat de Ville jusqu'en 2022,

Vu la délibération N°20/03/2016 du Conseil Municipal du 30 mars 2016 portant sur le projet de rénovation urbaine de Saint-Bonnet et le protocole de préfiguration de la convention dans le cadre du nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU2),

Vu la convention de rénovation urbaine du quartier de Saint Bonnet signée le 11 septembre 2009,

Vu le projet de convention GUSP pour la période 2021/2023,

Vu l'avis favorable de la commission Vie quotidienne du 7 juin 2021,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après avoir délibéré par 25 voix pour et 7 abstentions,

APPROUVE le projet de convention GUSP pour la période 2021-2023.

AUTORISE Monsieur le maire, ou son représentant à signer la convention GUSP et tout document relatif à sa mise en œuvre.

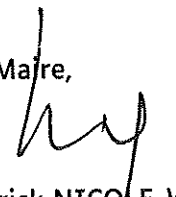
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 28 juin 2021

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,


Patrick NICOLE-WILLIAMS